

« *Résolution politique* »

L'Algérie vit une crise politique majeure. Le régime politique imposé aux Algériens est à bout de souffle et la rupture entre gouvernants et citoyens est définitivement consommée.

Ce régime fondé sur la force, l'appropriation des moyens de la nation par des groupes à des fins privatives, la corruption systématisée et programmée et la spoliation des biens matériels et moraux des Algériens par une caste devenue étrangère à son propre pays, ne peut en aucun cas offrir de nouvelles perspectives pour le pays.

L'Algérie aura à négocier, par la force des choses et dans un proche avenir, un nouveau système politique qui prenne en compte les aspirations et les besoins fondamentaux, matériels et moraux des citoyens. Une bonne gouvernance étant, par ailleurs, tributaire d'une classe politique compétente et intègre.

Les élections présidentielles de 2019 peuvent être une opportunité pour un changement de régime sans violence et sans déstabilisation pour le pays.

Le 5^{ème} mandat pour l'actuel Président, illégal du point de vue constitutionnel et immoral au vu de l'état de santé de l'intéressé, ne peut que prolonger et complexifier la crise et n'être en aucun cas sa résolution. Le bilan pathétique des quatre mandats et le désastre général de l'état des lieux sont loin de plaider en faveur d'une quelconque continuité.

Il n'y a aucune autre solution viable et raisonnable en dehors du départ de l'actuel Président et des hommes dont il s'est entouré avec lesquels il a édifié son régime.

Le Président Bouteflika a déjà presque réussi son pari : celui de rester jusqu'à la fin de ses jours sur le trône même si en contrepartie l'Algérie devait être sacrifiée. Y a-t-il plus grande trahison pour son pays ?

Du point de vue de la Nation, l'interminable règne de cet homme aura été extrêmement couteux tant au plan de la gouvernance - erratique, médiocre et inefficace- mais plus encore au plan moral, la vertu ayant été remplacée par le vice comme principe de fonctionnement de l'Etat !

Le changement est donc non seulement nécessaire mais aussi inéluctable. Nous le souhaitons et nous le voulons au moindre coût possible.

Le meilleur scénario à espérer pour l'avenir est que toutes les parties qui ont un rôle dans la vie politique du pays acceptent une évolution notable, dès l'élection présidentielle de 2019.

Malheureusement, telle ne semble pas être la voie choisie.

Pour le moment, seul le peuple est dans un état d'esprit de refus de la mascarade du 5^{ème} mandat. La pression de la situation économique et sociale est telle, qu'un refus du peuple s'exprimant dans la rue n'est plus une vue de l'esprit, avec les conséquences que l'on peut imaginer.

Au vu de ces éléments, Mouwatana fait les propositions suivantes pour sortir le pays de cette impasse historique et l'engager sur la voie de l'édification de l'Etat de droit :

- 1) Renoncement au 5^{ème} mandat ou à son prolongement, ou même à une succession de pure forme.*
- 2) Election présidentielle ouverte, avec des garanties politiques négociées, permettant l'émergence d'une personnalité proposant la refonte des institutions d'Etat.*
- 3) Sous l'égide du Président élu, mise en place d'un gouvernement d'union nationale pour gérer le quotidien et préparer les conditions idoines pour une véritable relance socio-économique.*
- 4) Mise en place d'un processus constituant avec l'ensemble des partenaires politiques et de la société civile pour aboutir à une Constitution répondant aux attentes du pays (une Constitution modèle sera proposée par Mouwatana). Cette Constitution devrait valider un régime semi-présidentiel plus équilibré, avec un gouvernement responsable face aux élus du peuple, un pouvoir judiciaire indépendant de l'exécutif et des contre-pouvoirs sérieux, avec une cour constitutionnelle indépendante. Elle devra être approuvée par le peuple lors d'un référendum.*
- 5) Les lois touchant aux libertés publiques, aux médias, aux partis politiques, aux élections etc... devront être amendées en fonction des nouvelles données.*
- 6) Les nouvelles institutions devront être élues sous l'égide d'une commission électorale indépendante de l'exécutif et ayant la haute main sur l'ensemble du processus.*
- 7) La fin du mandat présidentiel laissera place à une véritable compétition politique concernant cette fois-ci les programmes et les visions politiques.*